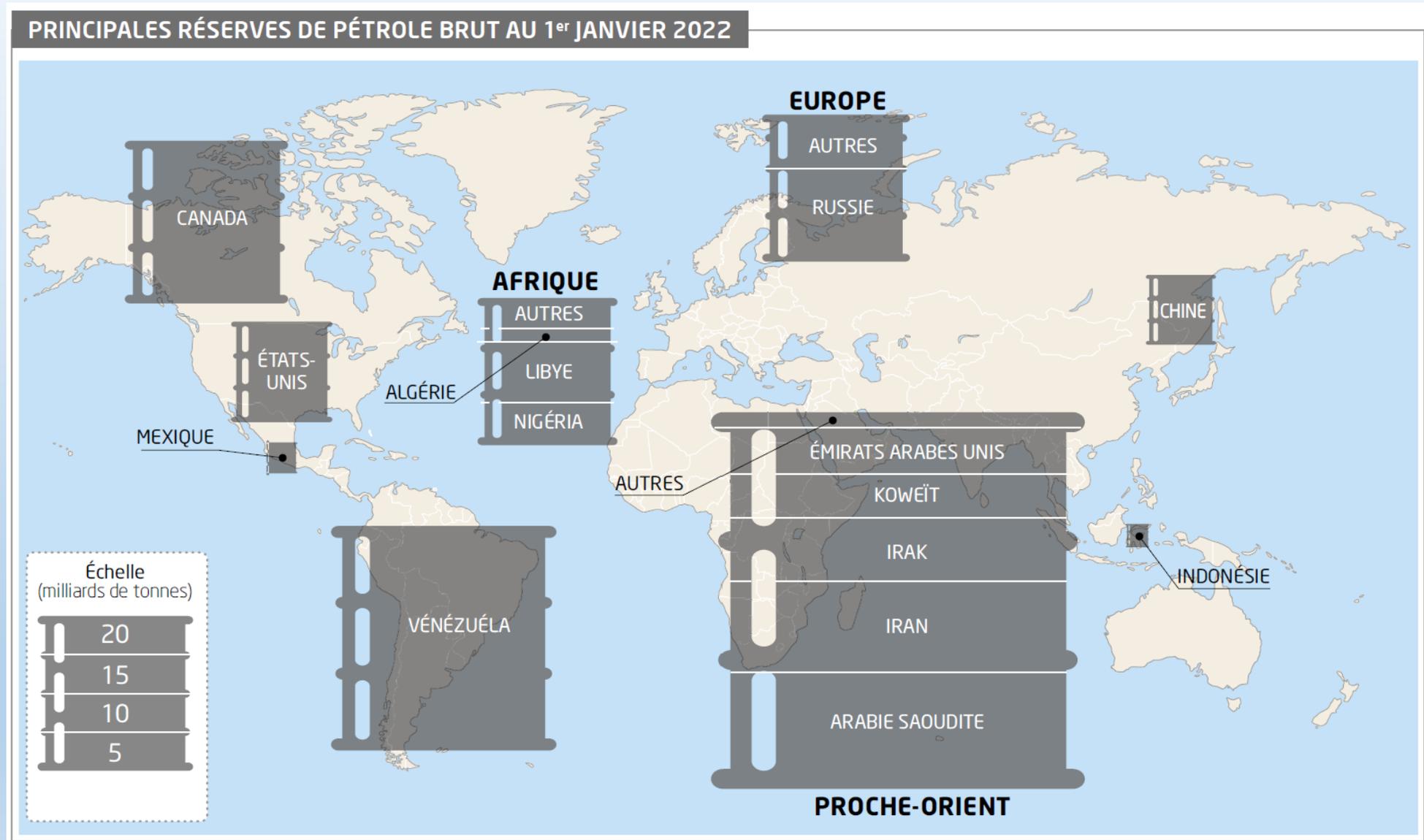


GUERRE EN UKRAINE

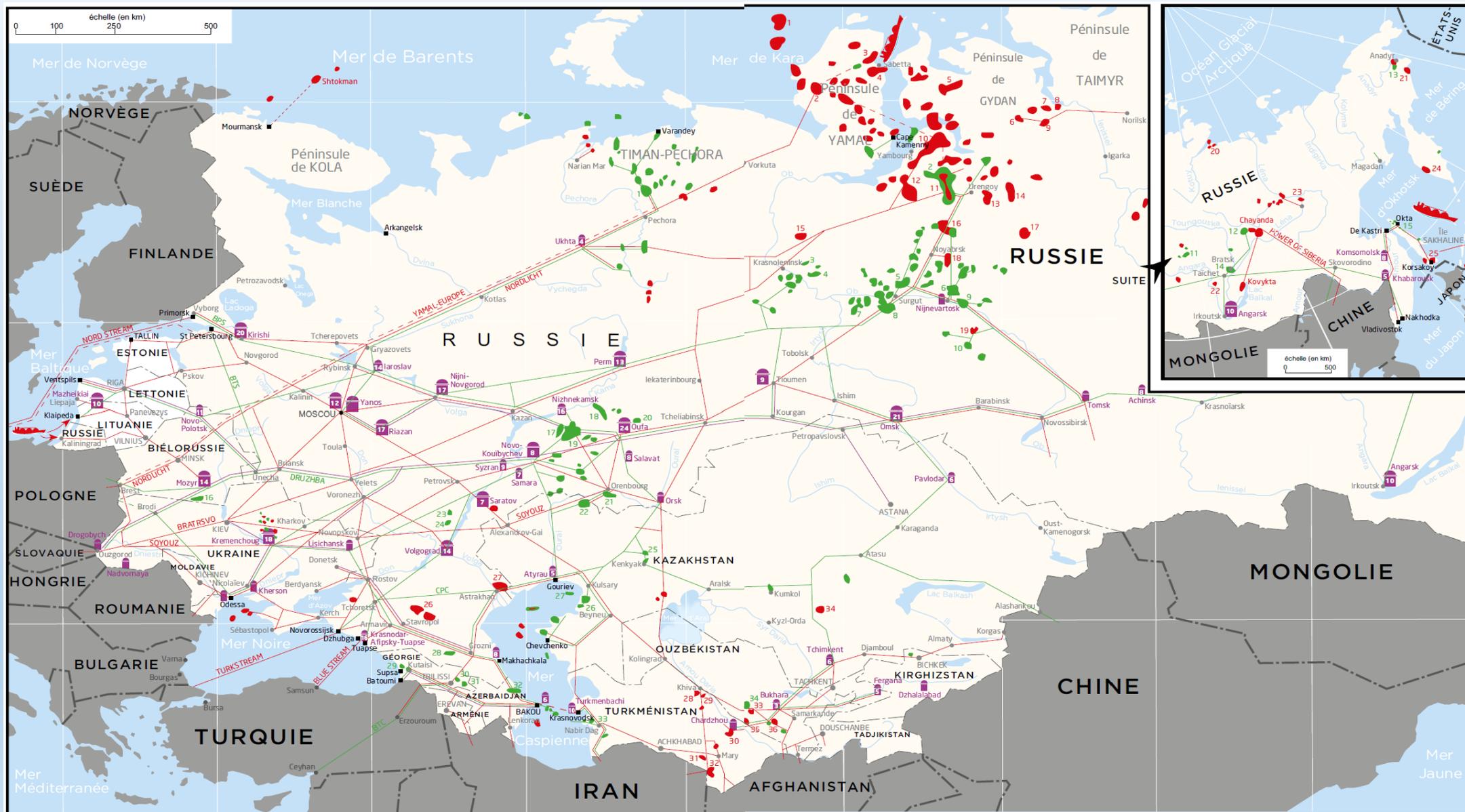
Vers l'auto-privation d'une ressource disponible

- **Une situation inédite comparée aux situations passées de fortes tensions internationales impactant les marchés pétroliers**
- **La Russie : des réserves prouvées au 8^{ème} rang, mais 2^{ème} producteur en 2021, et fournisseur de poids de l'Union européenne, environ :**
 - **27 % des importations de pétrole brut en 2021 ;**
 - **34 % des produits raffinés composés à plus de 80% de distillats (GO et Fiouls)**
- **Une grande dispersion du niveau de dépendance des Etats membres de l'Union européenne vis-à-vis de la ressource russe.**

Russie : 8^{ème} rang des réserves prouvées, mais 2^{ème} producteur après les USA et très proche de l'Arabie saoudite



Champs pétrolifères russes, voies maritimes et terrestres



Accès aux Etats membres de l'UE / Dépendance



Le 6^{ème} paquet de sanctions décidé par l'UE le 2 juin 2022 :

Contenu succinct de l'embargo sur les produit pétroliers russes

- Interdiction d'importer du pétrole brut russe à compter du 5 décembre 2022
- Interdiction d'importer des produits raffinés russes à compter du 5 février 2023
- Autorisation d'importer des produits raffinés dans un pays tiers (Inde, Moyen Orient...) à partir de pétrole brut russe
- Une exception temporaire pour le pétrole brut russe importé par oléoducs « *dans les Etats membres de l'Union européenne qui, en raison de leur situation géographique, sont spécifiquement dépendants des approvisionnements russes et ne disposent pas de rechange viable.* »

Possibilités de substitution : l'avantage d'une logistique souple comparée à celle du gaz naturel



- Recentrage potentiel des exportations ex-UE vers des exportations intra-UE
- Augmentation des importations du MO sous l'effet de l'orientation du raffinage indien et des importations chinoises vers le brut Oural
- Augmentation des importations US, mais limitée à court terme
- Produits raffinés : Importations du MO, de l'Inde... ?

Des adaptations et/ou anticipations inévitables

- **Risque de limitation des ressources : certains Etats augmentent leurs réserves stratégiques bien au-delà de l'obligation des 90 jours d'importations nettes que l'AIE fixe à ses 30 Etats membres.**
- **Composer avec des qualités de brut différentes : problème du rendement en production de distillats - adaptations probables des process du raffinage.**
- **Hausse possible des importations par le sud de l'Europe au détriment des terminaux du nord. Risque de capacités de réception insuffisantes et donc de limitation des flux.**
- **Allongement des voies maritimes : risque de tension sur le fret maritime.**

Des effets incertains sur la Russie

- Achève la bascule de la Russie sur ses flancs Sud et Est.
- Message de la Russie vers l'Occident : elle peut trouver d'autres clients / Potentiellement vers ses partenaires de l'OPEP+ : elle peut casser les prix si ces derniers sont tentés d'augmenter leur production.
- Comme pour le gaz, elle peut passer outre les mesures dérogatoires de l'embargo en fermant le robinet du Droujba.
- Une situation de rente préservée pour le moment : ses revenus tirés des exportations d'hydrocarbures (gaz et pétrole) sont en forte croissance depuis 2020 – Peut s'offrir le luxe de rabais à ses nouveaux clients.

Cours pétroliers : une trajectoire en hausse amorcée il y a plus d'un an, donc pas nécessairement liée à la guerre en Ukraine, et plus modérée que celles des autres ressources énergétiques



Variations sur les 12 derniers mois :

Gaz naturel : +56,83 %

Charbon : +67,72 %

Electricité (marché de gros) : x 4

Pétrole (Brent) : +29,12 %

Conséquence de :

- Reprise après première année crise sanitaire
- Baisse des investissements dans l'exploration-production et industrie pétrolière en général
- Produit de substitution (fioul lourd) pour certains consommateurs (industrie et centrales électriques)

CONCLUSION

- Guerre en Ukraine : peu d'impact jusqu'à présent sur nos approvisionnements pétroliers et les cours (exception des quelques semaines qui ont suivi le début du conflit avec un Brent qui a approché les 130 \$/bl).
- A court terme l'embargo UE peut fragiliser ses Etats membres sans affecter la Russie :
 - Contribution au maintien de cours élevés et donc à conforter la situation de rente de la Russie.
 - Adaptation du raffinage potentiellement coûteuse, accroissant son déficit de compétitivité face aux hubs MO et indiens.
 - Risque de dégradation de la cohésion des Etats membres
- Une baisse sensible de la demande consécutive à une récession est loin d'être assurée : jusqu'à présent, malgré les sommets atteints par les cours au printemps, l'élasticité prix/demande a moins bien fonctionné. De plus, le pétrole (fioul lourd) est un produit de substitution pour certains acteurs industriels (à l'instar du charbon)
- Facteur d'accélération de la transition énergétique ? Mais solution de long terme pour un problème exigeant une réponse immédiate (cf. réponse de la France à l'Espagne sur le projet MIDCAT pour l'interconnexion des réseaux gaziers)

En vous remerciant pour votre attention